

*Proposition présentée par les députés :*

*M<sup>mes</sup> et MM. Guy Mettan, Jean Rossiaud, Anne-Marie von Arx-Vernon, Virginie Keller Lopez, Pierre Losio, Christian Brunier, Janine Hagmann, Michel Forni, Sandra Borgeaud, Mario Cavaleri, Alain Charbonnier, Beatriz de Candolle, Didier Bonny, Jean-Claude Ducrot, Anne Emery-Torracinta, Alain Etienne, Laurence Fehlmann-Rielle, Fabienne Gautier, Sylvia Leuenberger, François Thion, Pablo Garcia, Olivier Jornot, Roger Golay, Lydia Schneider Hausser, Loly Bolay, Thierry Cerutti et Ariane Wisard-Blum*

*Date de dépôt: 8 janvier 2008*

## **Proposition de résolution pour la libération d'Ingrid Betancourt et des otages de Colombie**

Considérant le fait:

- que plusieurs centaines d'otages sont encore détenus par les FARC dans la jungle colombienne et que parmi ceux-ci l'ancienne candidate aux élections présidentielles Ingrid Betancourt entre dans sa sixième année de détention ;
- que parmi les diverses missions de bons offices entreprises par des pays tels que le Venezuela et la France, la Suisse a joué un rôle important grâce à l'implication de plusieurs personnalités genevoises ;
- que la santé des otages se dégrade ;
- qu'une mobilisation active des forces politiques et médiatiques joue un rôle important pour le moral des familles et le maintien en vie des otages ;
- que Genève, siège du Conseil des droits de l'homme, ne peut rester insensible au sort des milliers de personnes enlevées et détenues dans des conditions inhumaines de par le monde,

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

- invite le Conseil d'Etat et les parlementaires genevois à Berne à prendre toute mesure utile pour soutenir les efforts de négociation en vue d'obtenir la libération des otages ;
- appuie la famille Betancourt et les familles des otages dans le combat qu'elles mènent pour la libération des leurs.

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La guerre civile qui déchire la Colombie depuis quarante ans détient le triste record du plus vieux conflit du monde. Selon diverses sources, plus de 3000 otages dont 400 enfants sont séquestrés dans ce pays, qui détient près de 80% des otages détenus dans le monde. Certains d'entre eux, séquestrés depuis plus de dix ans, sont même tombés dans un total oubli médiatique.

Genève se flatte d'être, sinon le berceau, du moins la capitale des droits de l'homme. Depuis que notre canton accueille le Conseil des droits de l'homme et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Genève a le devoir moral de montrer l'exemple et, dans tous les cas, de manifester sa solidarité lorsqu'une situation devient intolérable.

A défaut de pouvoir réagir dans tous les cas, Genève se doit au moins de réagir lorsqu'elle est directement concernée, comme c'est le cas depuis plusieurs années en Colombie avec l'implication de représentants et de proches de l'ancien Institut universitaire de développement.

Alors que les FARC ont promis de libérer certains otages à l'occasion des Fêtes de fin d'année, il paraît opportun d'encourager cette initiative et de montrer aux partis insurgés et aux preneurs d'otages que le monde entier, et pas seulement les familles proches, sont solidaires des victimes et s'engagent pour la libération de la totalité des otages qu'ils détiennent.

Faut-il médiatiser la cause des otages ? Un parlement local, tel que notre Grand Conseil, doit-il soutenir cette cause ? Une fois n'est pas coutume, la réponse est oui. D'une part parce qu'il s'agit d'un souhait des familles des otages, qui estiment indispensable de lutter contre l'oubli et de maintenir la mobilisation des proches, des élus, des médias et des opinions publiques à travers le monde. Et d'autre part parce que l'expérience a montré que, dans le cas colombien, la pression internationale n'était pas sans influence sur les conditions de détention, voire la libération des otages.